

Crise alimentaire dans le Sahel

Cinq étapes pour rompre le cycle de la faim en 2012



« La question n'est pas de savoir s'il y'aura une autre crise alimentaire au Sahel en 2012, mais plutôt de savoir quelle sera son ampleur »,
Kristalina Georgieva, Commissaire de l'UE

Introduction :

Depuis l'apparition des premiers signes de sécheresse et de mauvaises récoltes au Sahel fin 2011, les systèmes d'information et d'alerte ont clairement indiqué que de nombreuses communautés vulnérables de cette région seraient menacées par une crise alimentaire en 2012. Cette crise est désormais une réalité, 15 millions de personnes en subissent les effets directs dans sept pays sahéliens. Certaines communautés ont déjà épuisé leurs réserves alimentaires, tandis que d'autres en disposent en très faibles quantités. Une réponse urgente est donc nécessaire pour préserver la vie des populations touchées et sécuriser leurs moyens de subsistance avant que la crise n'atteigne une situation d'urgence.

Ce document invite à une action urgente afin de relever cinq défis majeurs, identifiés à partir d'une analyse approfondie de la situation actuelle dans le Sahel et des leçons apprises de la précédente crise dans cette région, ainsi que de la récente crise alimentaire terrible survenue dans la corne de l'Afrique en 2011 et toujours très fragile. Oxfam, ROPPA et RBM invitent les bailleurs, les gouvernements de la région, les institutions régionales, les ONG et les agences des Nations Unies à :

1. Comblent l'écart financier dès aujourd'hui, pour assurer que les programmes soient mis en place avant le pic de la crise ;
2. S'assurer que l'aide atteigne les populations cibles les plus vulnérables, notamment celles touchées par les conflits ;
3. Maintenir un bon fonctionnement des marchés régionaux pour assurer la circulation des produits alimentaires et des prix bas ;
4. Renforcer le leadership et la coordination afin d'assurer une réponse efficace ;
5. Investir dans le long terme pour renforcer la résilience et rompre le cycle de la faim.

La situation en 2012 peut être différente. Il est encore temps de préserver de multiples communautés d'une situation plus grave, à travers des réponses précoces et des investissements dans le long terme afin de rompre enfin le cycle de la faim dans le Sahel.

Le Sahel en 2010 : vulnérabilités à long terme reflétées par les mauvaises récoltes et les prix élevés des denrées alimentaires

Une analyse approfondie des causes - à long et court termes - des crises alimentaires au Sahel où la malnutrition tue près de 300.000 enfants, même en année «sans-crise», est nécessaire. Les cycles de sécheresse combinés à de faibles niveaux d'investissement agricole, à la dégradation de l'environnement, à la forte croissance démographique et à la pauvreté aigüe, contribuent à créer un contexte de vulnérabilité structurelle et chronique. Dans cette situation, même des chocs extérieurs modérés peuvent avoir des impacts majeurs¹, et le caractère récurrent des crises ces dix dernières années s'est traduit par l'impossibilité pour des millions de personnes de recouvrer leurs biens entre deux chocs.

La vulnérabilité de la région a été aggravée par des précipitations faibles et irrégulières combinées aux ravages des cultures par les oiseaux, les insectes et les criquets. La production céréalière dans la région du Sahel connaît, dans son ensemble, une baisse de 25% en 2011 par rapport à 2010, entraînant un déficit

brut ¹ de 2,7 millions de tonnes. Certaines zones ont enregistré des résultats encore moins bons, avec une production en Mauritanie et au Tchad chutant de plus de 50% comparativement à l'année dernière².

Les prix des denrées alimentaires sont également dangereusement élevés. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, en décembre 2011 les prix étaient 30 à 40% plus élevés au Niger et au Tchad, 50 à 60% plus élevés au Mali et au Burkina Faso. Dans certaines zones, comme dans le nord du Mali, cette hausse a même dépassé les 90%³. Les tendances pour les mois de février et mars donnent peu d'indications pour une diminution des prix, à quelques exceptions près. L'impact de ces hausses des prix sera majeur dans la mesure où 60% des populations du Sahel achètent leurs vivres sur le marché et que l'alimentation représente 80% des dépenses des groupes les plus vulnérables. De nombreuses familles ne peuvent plus trop compter non plus sur des sources alternatives de revenus. La baisse du volume des transferts de fonds assurés auparavant par les migrants sahéliens de Libye et de Côte d'Ivoire, par exemple, a exercé une pression supplémentaire sur les familles vulnérables.

Et si certains pays côtiers voisins du Sahel ont enregistré des productions plus favorables, de nombreux doutes subsistent quant à la capacité du marché régional des produits alimentaires à assurer effectivement le transfert de vivres en quantités suffisantes des régions excédentaires vers les zones déficitaires (voir page 5). De plus, l'insécurité grandissante et le conflit en cours au Mali, ainsi qu'au nord du Nigeria, accroissent sérieusement les besoins humanitaires, tout en limitant l'accès des acteurs du secteur. Cette forte instabilité risque aussi de tirer à la hausse les prix alimentaires, de perturber les parcours de déplacements pastoraux et de pousser certaines populations à migrer à la recherche d'emploi et de revenus.

L'impact humanitaire : plus de 15 millions de personnes vulnérables en 2012

La crise s'est déjà installée dans certaines communautés, elle se profile à l'horizon pour d'autres, et les périodes de soudure qui s'étendent sur une plus longue période sont imminentes.

Outre la menace de la crise alimentaire sur la vie et les moyens d'existence de 15.6 millions de personnes, le conflit dans le nord du Mali suscite de nouveaux besoins humanitaires avec le déplacement de plus de 220.000 personnes depuis fin janvier. Les populations les plus susceptibles d'être touchées sont les femmes, les petits éleveurs, les ménages pauvres ayant un accès limité aux moyens de production et les ménages dépendant habituellement de l'émigration saisonnière, sans oublier les communautés vivant dans les zones affectées par l'insécurité.

Les conséquences sont significatives. Selon une enquête menée par Oxfam dans la bande sahélienne de l'est du Tchad, par exemple, 63% des ménages n'ont pas été en mesure de couvrir leurs besoins au-delà de février⁴, tandis que les réserves céréalières dans huit des 22 régions que compte le Tchad seront pour la plupart épuisées en mars⁵. On note déjà des stratégies d'adaptation extrêmes telles que la recherche de grains éventuellement stockés sous terre par les fourmis. Dans la région de Tillabery (ouest du Niger), les communautés sont confrontées à l'épuisement de leurs réserves alimentaires et à une accumulation de leurs dettes ce qui entraîne l'exode massif vers les villes de populations en quête de nourriture et d'emploi.

Tableau 1: Population au sahel en situation d'insécurité alimentaire en mars 2012

Pays	Total personnes en insécurité alimentaire/Vulnérables⁶
Mauritanie	700,000 personnes en insécurité alimentaire, dont 290,000 à des niveaux sévères
Mali	3, 575, 160 vivant dans des communes à risque
Niger	6,112, 089 en insécurité alimentaire dont 1,916,855 à des niveaux sévères
Burkina Faso	2,065,738 en insécurité alimentaire
Tchad	3, 622, 200 en insécurité alimentaire dont 1,180,300 à des niveaux sévères
Sénégal	850,000 affectés par l'insécurité alimentaire
Gambie	713,433 vivants dans des zones à risque

Sans intervention d'envergure, toutes ces communautés risquent d'être confrontées à l'épuisement de leurs moyens d'existence et de leurs biens, à mesure que le bétail meurt ou est vendu pour la consommation et que les graines sont consommées. Les taux de malnutrition risquent aussi d'être très élevés si aucune action préventive n'est entreprise. L'UNICEF estime que plus d'un million d'enfants âgés de moins de cinq ans sont menacés cette année de malnutrition aiguë sévère au Sahel. Les impacts à long terme sur la croissance des enfants et la création de moyens d'existence durables sont évidents, aggravant encore davantage la pauvreté dans la région.

La réponse à ce jour et les défis futurs

La réponse à ce jour a été, à bien des égards, plus positive que lors des crises précédentes dans la région : les systèmes d'alerte précoce ont relativement bien fonctionné, les gouvernements de la région ont sonné l'alarme rapidement, et certains bailleurs ont mobilisé des fonds plus vite qu'auparavant. Cependant, d'importantes lacunes doivent encore être comblées et des zones renforcées pour apporter une réponse humanitaire qui permette de faire effectivement face aux besoins des populations les plus vulnérables.

La suite de ce document souligne cinq défis majeurs à relever et à surmonter afin de protéger 15 millions de personnes de la crise alimentaire de cette année et des crises à venir. Avec une mobilisation rapide des fonds, une assistance humanitaire efficace aux populations les plus vulnérables, un bon fonctionnement des marchés régionaux, le renforcement du leadership et de la coordination, l'accroissement de la résilience à long terme grâce aux investissements, il est possible de préserver des vies humaines et les moyens d'existence en 2012, et amorcer la rupture du cycle de la faim dans le Sahel.

1. Comblent l'écart financier dès aujourd'hui, avant le pic de la crise

En s'engageant dès maintenant dans des actions rapides et plus efficaces, les populations vulnérables peuvent être mieux protégées, à un coût nettement moindre que si l'action ne devait intervenir qu'une fois la crise installée. Prévenir la malnutrition est beaucoup moins coûteux que de la traiter, de même que maintenir un troupeau en vie est largement moins cher que de le remplacer.

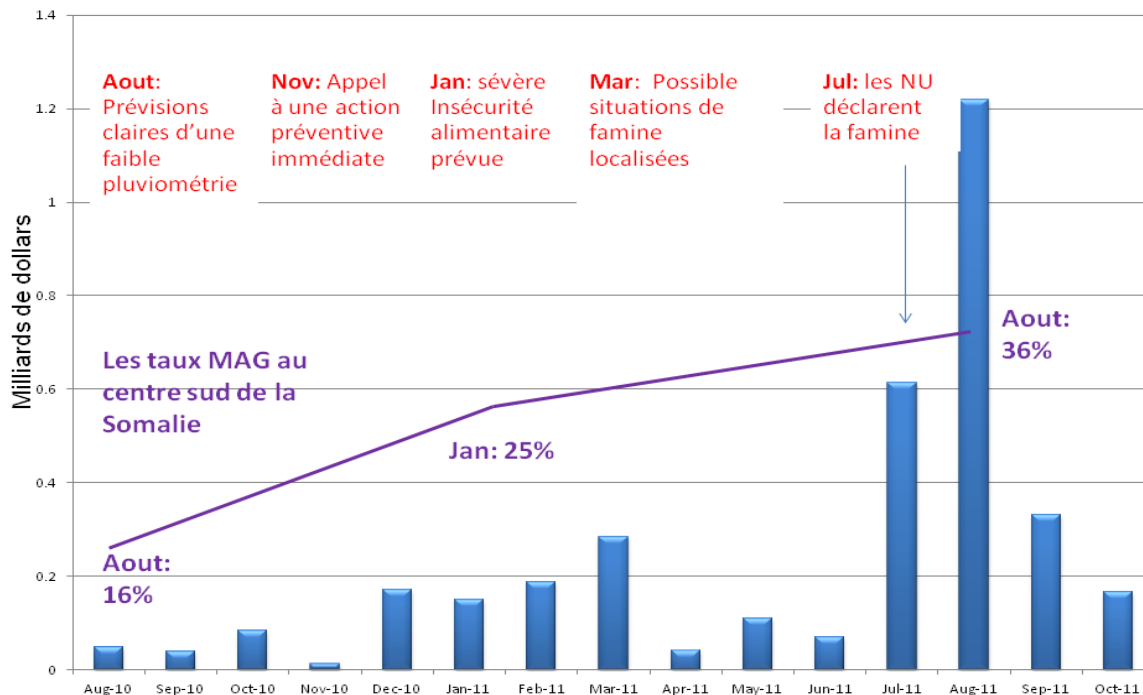
En 2005, l'ancien coordinateur humanitaire des Nations Unies, Jan Egeland, estimait qu'il fallait 1 USD par jour pour sauver la vie d'un enfant souffrant de malnutrition au Niger l'année précédant la crise, et 80 USD par jour lorsque la crise alimentaire avait atteint son pic.⁷

La mobilisation rapide de fonds par les bailleurs est encourageante, même si la réponse globale reste insuffisante. Par exemple, fin 2011, ECHO avait déjà engagé des fonds supplémentaires pour la région en prévision de la crise, et a accru son appui financier à 123.5 millions d'euros en janvier 2012. D'autres bailleurs ont également apporté des contributions pour mettre en œuvre une réponse rapide.

Quoiqu'il en soit, début avril 2012, les fonds mobilisés étaient loin d'être suffisants, un certain nombre de bailleurs n'ayant donné aucun appui financier à ce jour, tandis que d'autres tardent à contribuer davantage pour honorer leur quote-part pour les ressources nécessaires⁸. En janvier 2012, les Nations Unies estimaient que 724.5 millions de dollars étaient nécessaires pour répondre aux besoins immédiats, une estimation qui risque d'être revue à la hausse à mesure que les besoins seront réévalués dans les prochaines semaines. Le Programme Alimentaire Mondial estime ses seuls besoins financiers pour répondre à la crise à 808 millions de dollars⁹.

Depuis le 28 mars, le service de suivi financier des Nations unies indique que 253 millions de dollars de financements ont été confirmés à ce jour¹⁰, même si des donateurs semblent avoir fait de nouvelles promesses qui doivent encore être honorées pour être comptabilisées. Le décaissement rapide de ces engagements accroîtrait le financement réel disponible immédiatement, permettant aux agences de mettre en œuvre des programmes là où ils peuvent être les plus efficaces.

L'engagement et la mobilisation aussi vite que possible des fonds sont aussi importants que le montant lui-même. Durant la récente crise de la Corne de l'Afrique, par exemple, peu de fonds avaient été mobilisés avant qu'une famine n'y soit déclarée en juillet 2011, soit plusieurs mois après les premières alertes. Le graphique ci-dessous montre comment le financement a été tardivement mobilisé par rapport aux premières alertes, et la manière dont ils n'ont, par conséquent, pas permis de mettre fin aux taux de malnutrition sans cesse croissants, qui ont conduit à des niveaux de famine durant de nombreux mois.



Les flux massifs d'aide consécutifs à ces alertes ont permis de sauver la vie de plusieurs personnes ainsi que leurs moyens d'existence, mais les coûts (financiers et en termes de vies humaines) auraient été moindres si ces fonds avaient été mobilisés quelques mois plus tôt¹¹.

De même, lors de la crise alimentaire au Sahel de 2010, les Etats-Unis avaient approuvé, à partir de leur marché intérieur, une aide alimentaire de 50 millions de dollars pour le Niger. Il a fallu cependant attendre trois à cinq mois pour que cette aide soit effective, dont le tiers n'était toujours pas disponible en août dernier ; un retard excessif pour beaucoup.¹² Le mois d'avril sera un mois clé pour accroître substantiellement les ressources disponibles et les traduire en action sur le terrain avant le pic de la crise.

Recommandations :

- Les gouvernements nationaux et les bailleurs doivent immédiatement mobiliser et accélérer les décaissements de fonds suffisants pour appuyer les plans nationaux d'intervention d'urgence, avant le pic de la crise.
- Une conférence de haut niveau des bailleurs doit être organisée d'ici la fin avril pour aider à mobiliser des fonds et inviter chaque pays à verser sa quote-part par rapport aux énormes besoins. OCHA doit jouer un rôle leader en organisant cette conférence et précisant le niveau des besoins pour la région.

2. S'assurer que l'assistance adéquate vise les populations les plus vulnérables, y compris celles qui sont affectées par les conflits

Alors que les acteurs doivent intervenir rapidement, avec des ressources suffisantes et à l'échelle adéquate, il convient de mettre un accent particulier sur le ciblage des personnes qui nécessitent le plus d'aide, notamment les femmes, les pasteurs et les personnes touchées par les conflits.

Le soutien aux zones pastorales a été insuffisant et tardif en 2010, et il faut éviter de reproduire les erreurs du passé. En 2012, les pasteurs figurent parmi les groupes les plus lourdement affectés en raison de la réduction des pâturages et des mares d'eau, ainsi que la faible disponibilité et l'accès limité à l'aliment de bétail. Par ailleurs la détérioration des termes de l'échange entre les prix du bétail et des denrées ont compromis leur pouvoir d'achat de vivres. Trois ans au moins sont nécessaires pour reconstituer un petit stock de moutons et de chèvres, et jusqu'à dix ans pour constituer des stocks de bétail. Aider les communautés pastorales à maintenir un troupeau en vie est largement moins coûteux que de le remplacer, et dans la mesure où les pasteurs sont affectés plus rapidement que les autres groupes, une action rapide est particulièrement importante.

Les besoins spécifiques des femmes vulnérables nécessitent également une attention accrue. Dans les familles les plus pauvres, les hommes migrent souvent pour chercher un emploi dans d'autres régions ou pays, laissant les femmes et les enfants. Lorsque la recherche d'emploi échoue, la femme et les enfants peuvent aussi être amenés à migrer et à utiliser des mécanismes d'adaptation précaires et destructeurs tels que la vente d'actifs, la mendicité ou encore la prostitution dans les villes. Afin de protéger les enfants de ces chocs, et de la malnutrition, il est crucial de cibler spécifiquement les femmes afin qu'elles puissent répondre à leurs besoins, s'occuper de leurs enfants et trouver des opportunités économiques

Dans l'immédiat, il est nécessaire de soutenir la réponse aux besoins alimentaires et non alimentaires essentiels, assurer l'accès à l'eau potable et promouvoir les bonnes pratiques en matière d'hygiène pour réduire le risque de maladies diarrhéiques et de malnutrition et ainsi prémunir les populations de la nécessité de vendre leurs biens pour acheter des vivres. Il est capital de renforcer les interventions liées à l'eau au niveau communautaire, actuellement sous-financées, étant donné la réduction de la disponibilité en eau et les liens étroits avec la malnutrition et les moyens de subsistance.

Quand la période de soudure commence¹³, une aide alimentaire accrue est nécessaire, à travers notamment des transferts en espèces ou des bons, dans les zones où la disponibilité et l'accès aux marchés sont convenables. Il faudra aussi assurer le bon fonctionnement du réseau de centres de traitement de la malnutrition. Préparer l'appui aux activités productives est également crucial en amont des premières pluies, attendues avant juin, afin aux populations de se relever. Les producteurs ont besoin de semences, d'outils et de nourriture pour être prêts à commencer à travailler dans leurs champs, et les éleveurs ont besoin d'avoir maintenu, vacciné et vermifugé leurs animaux afin qu'ils soient suffisamment en bonne santé pour le début de la saison des pluies.

Il est également important de fournir une assistance non seulement dans les zones d'origines ou les zones déficitaires, mais également de répondre aux besoins de ceux qui ont migré à la recherche de revenus ou de nourriture, voire d'eau et de pâturages pour leurs animaux, et qui se regroupent souvent dans des conditions très précaires.

Le conflit dans le nord du Mali a provoqué le déplacement de plus de 220.000 personnes depuis fin janvier¹⁴, entraînant un appel à contribution supplémentaire de 93,8 millions de dollars du HCR¹⁵. La situation reste extrêmement instable suite au coup d'Etat du 22 mars. Des évaluations font état de besoins humanitaires urgents pour les personnes déplacées alors que le mouvement des populations vers des zones déjà précaires du point de vue alimentaire risque d'aggraver davantage la crise alimentaire dans les familles d'accueil. Le conflit a également déjà fait grimper les prix dans les marchés alimentaires régionaux, a provoqué un mouvement majeur de pasteurs dans les zones où l'eau et le fourrage sont déjà extrêmement limités, et empêché les gens de migrer pour chercher un emploi et des revenus pour soutenir leurs familles.

Avec l'augmentation de l'insécurité, la capacité des organisations humanitaires à fournir un appui aux communautés vulnérables dans les zones touchées par le conflit est sérieusement menacée. Les régions les plus directement touchées par les conflits sont aussi parmi celles qui sont directement affectées par la crise alimentaire, et garantir l'accès humanitaire pour soutenir ces communautés doit être une priorité pour tous les acteurs au Mali. De plus certaines sanctions proposées par la CEDEAO, notamment la fermeture des frontières et la restriction des financements, peuvent constituer un danger et gêner ces efforts si elles sont appliquées pour une période prolongée.

Recommandations:

- L'ensemble des acteurs doit s'assurer de l'efficacité des interventions humanitaires auprès des populations les plus vulnérables à travers une réponse adéquate ciblant notamment les femmes et les pasteurs et le renforcement des interventions axées sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène au niveau communautaire.
- Toutes les autorités du Mali, appuyées par OCHA en cas de besoin, devraient veiller à ce que toutes les populations touchées par le conflit soient en mesure d'accéder à l'aide humanitaire. Cela signifie de répondre aux besoins des personnes déplacées par le conflit, de celles qui restent dans les zones de conflit et des communautés d'accueil.
- Tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux doivent travailler à une solution politique qui garantisse la paix et la stabilité nécessaires pour répondre aux besoins des populations vulnérables. Les sanctions qui menacent les moyens d'existence des communautés vulnérables, la fourniture de services de base et l'aide humanitaire, la liberté de civils à fuir la violence, ou le fonctionnement des marchés alimentaires régionaux ne doivent pas être imposées.

3. Maintenir un bon fonctionnement des marchés régionaux pour assurer la circulation des produits alimentaires et des prix bas

Le bon fonctionnement des marchés régionaux de produits alimentaires est un élément essentiel du transfert des denrées à un prix abordable des zones de production agricole excédentaire, comme le Nigeria, le Ghana et le Bénin, vers les pays du Sahel présentant des déficits de récolte. On note cependant des signaux forts selon lesquels le marché ne fonctionne pas suffisamment bien, en particulier la tendance continue à la hausse et à la volatilité du prix des denrées qui n'ont pas fléchi comme prévu durant la période de récolte et qui se situent encore très au dessus de la moyenne quinquennale.

Un certain nombre de facteurs affectent la capacité du marché régional à fonctionner de manière effective. Avec une répartition irrégulière des zones déficitaires par rapport aux crises précédentes, il est plus difficile d'assurer l'approvisionnement en denrées de ces zones. Les prix élevés des produits alimentaires au Soudan détournent le commerce des régions tchadiennes, la forte demande industrielle au Ghana réduit les quantités disponibles pour l'exportation et la hausse des coûts du carburant gonfle encore davantage les prix.

L'insécurité est une préoccupation majeure et croissante. La crainte de la violence dans le nord du Nigeria constitue un facteur dissuasif à la fois pour les commerçants transfrontaliers et les migrants en provenance du Tchad et du Niger, réduisant les importations et les opportunités de migration saisonnière¹⁶. Les tracasseries et la corruption accroissent les coûts de transport des denrées, tandis que certains postes-frontières dans les États de Borno et Yobe ont été fermés, et que les exportations ont été considérablement réduites. L'insécurité dans le nord du Mali a également perturbé les marchés dans les zones de conflit, entraînant une hausse des prix dans la plupart des grands marchés régionaux. Un contexte qui pourrait empirer de façon significative avec toute nouvelle détérioration de la situation sécuritaire.

L'introduction de mesures législatives ou administratives limitant l'exportation de denrées alimentaires vers les pays voisins, constitue un autre risque majeur. Le Burkina Faso a limité ses exportations de céréales depuis décembre 2011, une mesure qui complique l'importation de nourriture dans les zones d'insécurité alimentaire grave comme Tillabery au Niger, mais qui limite aussi la capacité du PAM à acheter de la nourriture pour la distribution dans toute la région. Au Mali, exportateur-clé de la région, les licences d'exportations de céréales doivent désormais être délivrées au cas par cas, augmentant ainsi le coût de l'approvisionnement des zones déficitaires en denrées.¹⁷

Non seulement ces mesures ne tiennent pas compte des expériences des crises précédentes qui ont révélé que ces fermetures de frontières avaient fortement renchéri les prix en cours, mais elles s'opposent à la *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires*, un accord intergouvernemental signé par 17 ministres de l'Agriculture de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad en novembre 2011, visant à assurer la coordination régionale et la solidarité dans le fonctionnement des marchés.

Recommandations:

- La zone CEDEAO, plus la Mauritanie et le Tchad, devraient coordonner leurs actions de manière effective afin d'assurer le plein fonctionnement des marchés régionaux et les flux de populations, facilitant le commerce et veillant à ce qu'aucun pays n'introduise de restriction susceptible d'avoir un impact sur la sécurité alimentaire des autres.
- Cela devrait inclure la levée des restrictions administratives récemment introduites au Burkina Faso et au Mali.

4. Renforcer le leadership et la coordination afin d'assurer une réponse efficace

Le leadership et la coordination sont essentiels à la gestion efficace de toutes les étapes de réponse aux crises alimentaires, de l'alerte précoce aux secours, en passant par la relance économique et la question des causes structurelles. L'évaluation de la réponse de 2010 par le Groupe de travail sur le Sahel introduit des défis majeurs en matière de coordination, y compris dans les pays disposant de cadres reconnus et consensuels, et fait état d'un manque d'information, de réponses tardives, d'une duplication inutile des efforts et d'une concentration inégale des ressources¹⁸.

Les gouvernements et les agences des Nations Unies jouent un rôle essentiel. Même si les rôles spécifiques de chacun dépendent du contexte et du niveau de capacité des pays, les principes de base consistent notamment à assurer le déploiement d'acteurs bien expérimentés, l'élaboration de plans nationaux avec

l'appui conséquent de la communauté humanitaire, des donateurs et des gouvernements, le renforcement des capacités nationales à assurer une coordination efficace, ainsi que l'appui à la société civile pour garantir la redevabilité des gouvernements.

En ce qui concerne le Sahel, le cadre essentiel qui doit être appliqué est la *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires*. Cette Charte comprend notamment des engagements fondamentaux sur les systèmes d'alerte précoce, les structures de coordination et d'information et la création d'un 'cadre stratégique opérationnel de gestion de crise alimentaire' en temps de crise. Oxfam, ROPPA et RBM travailleront en collaboration avec les autres organisations de la société civile à partir d'avril 2012 afin de veiller au suivi de l'application de cette Charte et identifier les secteurs à renforcer.

Des aspects positifs de la réponse à ce jour sont à noter pour la plupart des gouvernements de la région. L'un des plus significatifs concerne le fonctionnement effectif des systèmes nationaux d'alerte précoce dans la plupart des pays, fournissant aux gouvernements et aux autres agences les informations nécessaires à une action rapide.

En outre, la plupart des gouvernements les plus touchés ont reconnu la crise et demandé une aide internationale avant fin 2011. La Mauritanie, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont déjà élaboré des plans d'intervention d'urgence et des budgets¹⁹. Le Burkina Faso a déjà lui-même fourni 16 millions de dollars pour l'achat de céréales et la production de maïs, tandis que le Tchad a subventionné environ 20,000 tonnes de céréales, le Mali a acheté 21,000 tonnes de maïs et de mil, et le Gouvernement de la Mauritanie s'est engagé à financer 50% de son plan national.

Les agences des Nations Unies ont également été dans l'ensemble plus performantes, les principaux organismes tirant la sonnette d'alarme et s'étant préparé en conséquence avant fin 2011. La qualité des interventions de certains organismes s'est également améliorée, à travers notamment une plus grande prise en considération des réponses basées sur le transfert d'argent le cas échéant, notamment au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie.

De nombreux domaines doivent cependant encore être renforcés. Le Tchad, le Sénégal et la Gambie ne sont pas encore complètement accordés sur les plans opérationnels nationaux qui sont en mesure de coordonner et de guider efficacement la réaction, tandis que la mise en œuvre d'autres plans a souvent été trop lente. Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de coordination au niveau des pays, renforcer la filière alimentaire, compte tenu des défis logistiques pour convoier des vivres dans la région, et d'être plus clair sur les besoins financiers afin de mobiliser plus efficacement les financements. Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de coordination au niveau des pays ; de renforcer le pipe line alimentaire, compte tenu des contraintes logistiques pour amener les produits dans la région ; et il y a un besoin urgent de fournir une plus grande clarté autour des besoins de financement et les modalités pour les mobiliser plus efficacement en appui aux plans nationaux, tout en modifiant les mécanismes existants en cas de besoin.

Recommandation :

- Toutes les parties doivent pleinement appliquer la *Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires*. Chaque pays doit ainsi élaborer un plan national d'urgence complet et opérationnel, avec des besoins financiers clairement indiqués et communiqués, en coordination avec les organismes des Nations Unies, les ONG et les organisations de la société civile.
- L'ensemble des acteurs doivent coordonner leur appui aux plans nationaux et les structures d'intervention et de coordination doivent œuvrer dans le sens d'un renforcement des capacités et du leadership nationaux, de même que du rôle de la société civile pour garantir la redevabilité.

5. Renforcer la résilience à long terme pour rompre le cycle de la faim

Il est essentiel de protéger les communautés de la crise à venir, mais cela ne représente qu'une partie de la bataille, si nous voulons sortir du cercle vicieux des crises dans la région du Sahel. Outre le fait d'agir rapidement et de mettre en place des réponses effectives et ciblées durant la crise, nous devons agir sur le long terme afin de réduire la vulnérabilité des populations, et accroître leur résilience face à des crises récurrentes.

D'autres sécheresses vont inévitablement sévir dans le Sahel. La question est de savoir comment les communautés y feront face, et comment elles seront appuyées. Le plus grand des défis à venir est de savoir si la région du Sahel restera, en permanence, en proie au sous-investissement, à la vulnérabilité chronique et aux réponses tardives aux crises, ou si ce cycle vicieux peut être rompu grâce à des investissements plus rationnels et graduels.

En octobre 2011, le Groupe de travail sur le Sahel a publié un rapport analysant les expériences des crises survenues au Sahel en 2005 et 2010, et formulant des recommandations spécifiques et détaillées, axées sur le renforcement de la résilience des populations et le changement d'approche des acteurs humanitaires et de développement.²⁰ Le rapport propose une série d'interventions prioritaires et encourage un changement conceptuel face à la fausse dichotomie qui existe entre « développement » et « humanitaire », « urgence » et « non-urgence » afin d'investir davantage dans les « zones grises » qui pourraient permettre d'éviter les situations d'urgence dans les régions comme le Sahel et favoriser la durabilité des améliorations en matière de développement.

De façon pratique, répondre plus efficacement aux crises nécessitera de renforcer la préparation et la réponse rapide en appliquant le Cadre Harmonisé Bonifié, dans les délais et de façon participative, et veiller à ce que les acteurs réagissent de manière décisive aux systèmes d'alerte précoce. Cependant, davantage d'investissements à long terme pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des populations, seront nécessaires.

Tout d'abord, dans un contexte où les denrées sont souvent disponibles sur le marché, mais inaccessibles en raison des prix élevés, les réserves alimentaires en développement dans les régions vulnérables seront essentielles non seulement pour l'amélioration de l'accès aux stocks à des prix abordables afin de répondre rapidement aux crises futures, mais également pour aider les gouvernements à prévenir et à gérer la volatilité des prix des denrées alimentaires. La CEDEAO s'est récemment engagée à définir un cadre réglementaire pour le développement d'un système régional de réserves alimentaires, un processus qui devrait être appuyé par les bailleurs de fonds, notamment durant le sommet du G20 en juin 2012.

En second lieu, la conception de politiques nationales et de programmes de promotion de mesures de protection sociale et de filets sociaux de sécurité sont nécessaires pour les personnes et les communautés les plus vulnérables, en particulier les enfants, les femmes enceintes et qui allaitent, et les personnes âgées. Cela renforcera la résilience à long terme des ménages, accroîtra la nutrition des enfants, des femmes enceintes et qui allaitent, et atténuera l'impact des sécheresses futures. La réunion du Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale (CFS) à Rome en octobre 2012 constituera une belle opportunité pour promouvoir et appuyer ce type d'investissements.

Troisièmement, nous devons changer notre système de production et de consommation alimentaire, et passer d'un investissement axé sur un éventail limité de cultures d'exportation vers un investissement en faveur des exploitations familiales qui peuvent accroître la production alimentaire locale et briser la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux fragiles et coûteux. Cela doit essentiellement inclure l'allocation d'au moins 10% des budgets nationaux au secteur de l'agriculture, tel que promis en 2003 dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine, et axer l'appui sur les exploitations familiales, et notamment les femmes

Recommandations:

L'ensemble des acteurs doit investir dans des interventions à long terme visant à réduire la vulnérabilité chronique des populations de la région face à de futures crises, notamment :

- L'allocation d'au moins 10% du budget national dans l'agriculture, ciblant prioritairement les exploitations familiales et notamment les femmes
- Le développement de réserves alimentaires nationales, régionales et communautaires, notamment à travers l'appui au cadre proposé par la CEDEAO, durant le sommet du G20 de juin 2012
- Un investissement plus important dans des programmes à long terme de protection sociale et de filets de sécurité, et les soutenir durant la prochaine réunion du CFS

Notes

¹ Sahel Working Group, Octobre 2011, *Echapper au cycle de la faim: Les chemins de la résilience au Sahel* disponible sur <http://bit.ly/w4Ew5P>

² Données tirées du rapport de la réunion PREGEC du CILSS, Cotonou, 24-26 Novembre et basées sur les systèmes nationaux d'alerte précoce. Ces données montrent que les déficits des autres pays par rapport à l'année dernière sont importants : 31% pour la Gambie, 27% pour le Niger, 20% pour le Mali, 16% au Burkina Faso et 13% au Sénégal.

³ Sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Note Conjointe FAO/WFP Janvier 2012.

⁴ Oxfam, Surveillance de la sécurité alimentaire, Zone de Gozbeida et Koukou Angarana, Newsletter 5 Octobre- Décembre 2011.

⁵ Enquête Nationale Post Récoltes sur la Sécurité Alimentaire des Ménages Ruraux du Tchad, Ministère de l'agriculture/PAM/FAO, Novembre-Décembre 2011

⁶ Les chiffres pour la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso sont extraits de l'évaluation conduite par le CILSS, la FAO, le PAM et FEWSNET en janvier 2012. Les chiffres pour le Tchad proviennent de l'enquête gouvernementale la plus récente (voir la note 10), et les chiffres pour le Mali viennent de systèmes d'alerte précoce de février 2012. Les chiffres pour le Sénégal proviennent de la mise à jour conjointe FAO / PAM de janvier 2012. Les chiffres pour le Mali et le Sénégal représentent le nombre de personnes vivant dans les communes touchées, mais pas nécessairement le nombre de personnes directement affectées.

⁷ Mousseau, F. *Sahel: A Prisoner of Starvation? A Case Study of the 2005 Food Crisis in Niger* p13

⁸ La 'quote-part' d'un pays pourrait être proportionnelle à sa richesse nationale. Une analyse plus approfondie sera développée sur ce point.

⁹ Les deux chiffres proviennent du IASC FSWNG 'Document Stratégique 2012, 2^{ème} Version', Février 2012. Disponible sur <http://bit.ly/GWuZXa>.

¹⁰ Le Service de Suivi Financier d'UNOCHA, <http://fts.unocha.org/>, consulté le 27 mars 2012.

¹¹ Une évaluation complète de la réponse internationale à la crise de la corne de l'Afrique est disponible dans un document produit par Oxfam et Save the Children : 'Un retard dangereux : le coût d'une réponse tardive à des alertes précoces lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique'

¹² Sahel Working Group, Octobre 2011, *Echapper au cycle de la faim: Les chemins de la résilience au Sahel*

¹³ Le début précoce de la période de soudure varie à travers la région, mais de manière générale, elle pourrait désormais se situer en février / mars pour les pasteurs et en avril / mai pour les communautés agricoles. Toutefois, pour certaines communautés - par exemple dans certaines parties de la Mauritanie où les stocks alimentaires sont fortement amoindris - elle a même débuté en janvier.

¹⁴ OCHA Sahel Humanitarian Snapshot, 29th March 2012

¹⁵ Appel d'intervention d'urgence du HCR, Février 2012, http://data.unhcr.org/MaliSituation/Current_Emergency_Response_Appeal.pdf

¹⁶ Note conjointe FEWSNET/CILSS, http://www.fews.net/docs/Publications/West_marketreport_2012_03_fr_final.pdf

¹⁷ Sécurité Alimentaire et Implications Humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Note Conjointe FAO/WFP janvier 2012.

¹⁸ Sahel Working Group, Octobre 2011, *Echapper au cycle de la faim: Les chemins de la résilience au Sahel*

¹⁹ Les plans nationaux de la Mauritanie, du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont respectivement estimés à 156 millions USD, 222 millions USD, 322 millions USD et 141 millions USD

²⁰ 24 recommandations détaillées sont formulées dans le document, qui peut être téléchargé via: <http://bit.ly/w4Ew5P>.

© Oxfam International avril 2012

Ce document d'information a été rédigé par Stephen Cockburn. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter: scockburn@oxfam.org.uk

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN
9 Avril 2012. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 92 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice

Oxfam est présent et actif dans l'ensemble des pays les plus touchés de la région et a également lancé de nouveaux programmes axés sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, l'accès à l'eau potable ainsi que les bonnes pratiques en matière d'hygiène pour satisfaire les besoins immédiats et renforcer la résilience. En 2012, Oxfam ambitionne d'atteindre plus de 1,2 millions de personnes à travers des programmes d'assistance humanitaires.

www.oxfam.org/fr

ROPPA

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a formellement été fondé en juillet 2000 à Cotonou. Actuellement il regroupe 13 organisations paysannes nationales membres et des organisations paysannes membres associées (Cap-Vert, Nigéria).

Acteur stratégique sur les questions de souveraineté alimentaire, le ROPPA s'est senti très tôt interpellé par les premiers indices d'une crise alimentaire en Afrique de l'Ouest. Cet engagement s'est illustré par des efforts en matière de veille, d'interpellation des décideurs et de participation à la réflexion prospective avec les partenaires régionaux sur la recherche d'outils de gestion durable d'une crise aux allures structurelles et aux implications multiformes et multisectorielles. Dans son plaidoyer, le ROPPA réaffirme sa vision originelle ; celle de « favoriser le développement des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux ».

<http://www.roppa.info/>

Réseau Billital Maroobé

Le Réseau Billital Maroobé (RBM) regroupe des associations des Pasteurs et d'Éleveurs de 7 pays d'Afrique de l'ouest. Il joue un rôle de veille sur la situation des pasteurs dans la zone affectée par la crise. En 2010, ce réseau avait conduit une étude qui mettait en exergue les défaillances des dispositifs publics et des partenaires à apporter des réponses appropriées avec les stratégies propres aux communautés de pasteurs. En octobre 2011, le RBM a attiré l'attention des gouvernants et des partenaires au développement de l'imminence d'une crise alimentaire et pastorale au Sahel. Récemment il a publié un communiqué sur l'impact de la crise politique au Mali pour les pasteurs. RBM est actuellement engagé dans une recherche action sur l'accès des pasteurs à l'aliment bétail et les questions de ciblage des ménages pastoraux vulnérables.

www.maroobe.org